

Agenda de la Transformation Numérique des Collectivités Territoriales (2018-2024)

Le présent agenda a pour ambition de donner aux collectivités une visibilité sur les chantiers de transformation numérique les impactant et leur permettre ainsi de mieux anticiper les obligations et opportunités liées.

2016	2018	2020	2022	2024	2026	2028	2030	2032	2034	2036	2038
Chaîne comptable et financière											
				<div><div></div><div>Généralisation de la dématérialisation des pièces justificatives ~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024 Protocole d'Echange Standard (PES)</div></div>							
<div><div>!</div><div>Obligation ~1 Janv. 2019 pour toutes les collectivités > 10 000 habitants</div></div>											
				<div><div></div><div>Mise à disposition des usagers d'un service gratuit de paiement en ligne (PayFiP) ~1 Août 2018 - 31 Déc. 2024 PayFiP https://bit.ly/tipi-payfip Art. 75 loi n° 2017-1775 Décret n° 2018-689</div></div>							
<div><div>!</div><div>Obligation 1 Juil. 2019 pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal à 1 000 000 €</div></div>											
<div><div>!</div><div>Extension de l'obligation 1 Juil. 2020 aux collectivités territoriales et leurs établissements publics dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal à 50 000 €</div></div>											
				<div><div>!</div><div>Extension de l'obligation 1 Janv. 2022 aux collectivités territoriales et leurs établissements publics dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal à 5 000 €</div></div>							
				<div><div></div><div>Gestion automatisée du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)</div></div>							

~1 Déc. 2018 - 31 Déc. 2024
FCTVA
Art. 56 de la loi n° 2018-1317
Décret n° 2020-1791

! Obligation

1 Janv. 2021

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements
recevant le FCTVA l'année de la réalisation de la dépense
(bénéficiaires N)

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2022

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements
recevant le FCTVA l'année suivant la réalisation de la dépense
(bénéficiaires N-1)

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2023

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements
recevant la compensation deux ans après la réalisation de la dépense
(bénéficiaires N-2)

Expérimentation de la certification des comptes des collectivités

~1 Janv. 2020 - 31 Déc. 2024

Arrêté du
29 octobre 2020

Lancement d'une expérimentation pour les comptes
des exercices 2020, 2021 et 2022 auprès d'un panel
de 25 collectivités

◆ Lancement de l'expérimentation

~1 Janv. 2020

pour les comptes des trois exercices 2020 à 2022

● Rapport au Parlement

~1 Janv. 2023

Présentation d'un rapport au parlement accompagné des observations
de la Cour des comptes et des collectivités expérimentatrices pour une
généralisation du dispositif à l'ensemble des collectivités ou à une
strate identifiée

Expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) M57

~1 Déc. 2018 - 31 Déc. 2024

CFU

Art. 242 de la loi n° 2018-1317

◆ Vague 1

1 Janv. 2021

pour les exercices

2021, 2022 et 2023

◆ Vague 2

1 Janv. 2022

pour les exercices

2022 et 2023

Commande publique

Dématérialisation de la procédure de passation des marchés publics

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

PTNCP

<https://bit.ly/ptnccp-marches>

! Obligation

1 Oct. 2018

Entrée en vigueur de l'obligation générale de
dématérialisation pour tous les marchés > 25 000 € HT

📁 Collecte

~1 Déc. 2020

des données de la commande

publique par l'alimentation

d'un fichier excel au format .xls

📁 Collecte

~20 Déc. 2021

des données de la commande publique

par une actualisation des données

par voie électronique via des formulaires eforms

🛠 Développement d'outils communs

- ~1 Janv. 2021 : Signature électronique (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Juin 2021 : Open data - Tableaux de bord (Développement d'une interface en ligne)
- Février 2022 : Portail acheteurs-entreprises (Développement d'une interface en ligne)
- Juin 2022 : Dématérialisation des certificats de cessibilité (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Décembre 2022 : Dématérialisation de contrat (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2022 : Gestion électronique de contrat (Mise en place d'une API dédiée)



Développement d'outils d'interopérabilité

~1 Déc. 2021

- Décembre 2021 : Publication en ligne des consultations (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2021 : Portail d'accès en ligne des consultations (Développement d'une interface en ligne)
- Avril 2022 : Avis dématérialisé de publicité (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Mai 2022 : Dépôt des offres/attribution en ligne (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2022 : Profils en ligne pour les opérateurs économiques (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)

Contrôles de légalité et budgétaire

Dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

@ctes

<https://bit.ly/3kEdt0u>

Art. 128 de la loi n°2015-991



Obligation

7 Août 2020

pour les régions, les départements,
les communes de > 50 000 habitants et

les EPCI à fiscalité propre
Dématérialisation des actes budgétaires

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

TotEM

<http://odm-budgetaire.org>

Art. 74 de la loi n° 2014-58

Art. 107 III de la loi n° 2015-991

! Obligation

1 Janv. 2020

pour les collectivités et EPCI à fiscalité propre
de > 50 000 habitants

Gestion des ressources humaines

Télétransmission de la Déclaration Sociale Nominative (DSN)

~1 Nov. 2018 - 31 Déc. 2024

DSN

Art. 43 de la loi n° 2018-727

Décret n° 2018-1048

! Obligation

1 Janv. 2020

pour les régions,
les organismes départementaux
et les intercommunalités
(sauf communauté de communes)

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2021

pour les communautés de communes
les communes de > 100 agents et les
établissements communaux de
350 agents

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2022

pour toutes les collectivités,
quelle que soit leur taille

Prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu

~1 Janv. 2019 - 31 Déc. 2024

! Obligation

1 Janv. 2019

pour tous les employeurs publics

État civil et élections

Communication Électronique des Données de l'État Civil (COMEDec)

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

COMEDec / ANTS

<https://bit.ly/comedec>

Art. 53 de la loi n° 2016-1547

Art. 8 du décret n° 2017-890

◆ Raccordement obligatoire

1 Nov. 2018

pour les communes disposant ou
ayant disposé d'une maternité
sur leur territoire

◆ Premiers tests

~1 Juin 2021

de dématérialisation des échanges
d'avis de mention pour l'actualisation
des registres

Répertoire Électoral Unique (REU)

~1 Juin 2018 - 31 Déc. 2024

REU / INSEE

<https://bit.ly/repunique>

Loi n° 2016-1048

Loi n° 2019-1461

◆ Obligation

31 Janv. 2019

de transmission par les communes des informations liées aux listes
électorales au REU piloté par l'Insee

◆ Déterritorialisation des procurations

1 Janv. 2022

La déterritorialisation des procurations offre la possibilité pour un

mandant de confier sa procuration à un mandataire de son choix, qui n'est pas inscrit dans la même commune que la sienne.

Échange de données entre État et collectivités

HubEE

~1 Mai 2021 - 31 Déc. 2024

HubEE (ou Hub d'Échange de l'État) est une nouvelle plateforme interministérielle, remplaçant la Plateforme d'Échange et de Confiance (PEC), et permettant aux services instructeurs des collectivités et de l'État d'échanger des données relatives aux démarches en ligne des citoyens.

Dans ce cadre, une ouverture progressive des démarches sur la plateforme sera effectuée selon le calendrier suivant :

◆ Démarche CertDc

~1 Mai 2021

Dématérialisation de la partie médicale du certificat de décès

◆ Démarches du bouquet de services mairie

~1 Juil. 2021

- Acte d'Etat Civil
- Demande de Dépôt de Pacs
- Déclaration d'Hébergement Touristique
- Recensement Citoyen Obligatoire

◆ Démarche Contact Allocataire

~1 Nov. 2021

◆ Création de comptes HubEE pour l'ensemble des communes

~1 Déc. 2021

◆ Démarche Déclaration de grossesse

~1 Janv. 2022

◆ Démarche Enfance en Danger

~1 Janv. 2022

◆ Démarche Demande de RSA

~1 Janv. 2022

Mise en conformité

Protection des données personnelles

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

RGPD

(Règlement Général
sur la Protection des Données)



Obligation

25 Mai 2018

de désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD)

Publication des données publiques et des règles des traitements algorithmiques

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

Open data

<https://www.data.gouv.fr>

Art. 106 de la loi n° 2015-991

Art. 6 de la loi n° 2016-1321

Décret n° 2016-1922



Obligation

7 Oct. 2018

pour les collectivités de > 3 500 habitants et de > 50 agents

Publication d'une déclaration d'accessibilité et d'un schéma pluriannuel de mise en accessibilité

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les
Administrations)

<https://bit.ly/rgaa-accessibilite>

Art. 47 de la loi n° 2005-102

Décret n° 2019-768



Obligation

23 Sept. 2019

pour les sites internet,
intranet et extranet créés
depuis le 23/09/2018



Extension de l'obligation

23 Sept 2020
Internet,
intranet et extranet
créés avant le
23/09/2018

! **Extension de l'obligation**

1 Juin 2021

pour les applications mobiles,
les progiciels, et le mobilier urbain numérique

Simplification des règles de publicité des actes

9 Oct. 2021 - 31 Déc. 2024

Art. 78 de la loi n°2019-146

Décret n° 2021-1311

<https://bit.ly/3wMYvdB>

! **Obligation - Publicité des procès-verbaux des séances**

1 Juil. 2022

Publication des procès-verbaux des assemblées délibérantes la
semaine suivant leur tenue, sous forme électronique, sur le site internet
de la commune s'il existe

! **Obligation - Publicité des actes par voie électronique**

1 Juil. 2022

Publication des actes par voie électronique sur le site des collectivités
de leurs actes et de ceux de leurs groupements

N. B. : les communes de < 3 500 habitants, les syndicats de communes
et les syndicats mixtes fermés (composés de communes et d'EPCI ou
uniquement d'EPCI) pourront décider du mode de publicité de leurs
actes (affichage, publication sur papier ou publication sous forme
électronique)

! **Obligation - Publicité des documents d'urbanisme**

1 Juil. 2022

Publication sur le portail national de l'urbanisme
(<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>) des :

- Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
- Plan Locaux d'Urbanisme ;
- Délibérations qui les approuvent.

! Obligation - Mesures d'adaptation

1 Juil. 2022

La publication dématérialisée des actes est assortie, pour toutes les collectivités locales concernées, de l'obligation de les communiquer sur papier à toute personne qui en fait la demande

Réduction de l'Empreinte Environnementale du Numérique (REEN)

1 Janv. 2022 - 31 Déc. 2024

Loi REEN

! Obligation

1 Janv. 2023

pour les communes et intercommunalités de > 50 000 habitants d'élaborer un programme de travail préalable à une stratégie numérique responsable (état des lieux, acteurs concernés, mesures menées pour la réduction de l'empreinte environnementale du numérique)

! Obligation

31 Déc. 2024

pour les communes et intercommunalités de > 50 000 habitants de définir une stratégie numérique responsable indiquant les objectifs de réduction de l'empreinte environnementale du numérique et les mesures prises pour les atteindre

Urbanisme

Dématérialisation des documents d'urbanisme

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

Géoportail de l'urbanisme / IGN

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr>

<https://bit.ly/cnig-ddu>

Ordonnance n° 2013-1184

! Obligation

1 Janv. 2020

pour les collectivités de publier leurs documents d'urbanisme sur le géoportail afin de les rendre exécutoires

→ Expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) M57

~1 Déc. 2018 - 31 Déc. 2024

CFU

Art. 242 de la loi n° 2018-1317

! Obligation

~1 Janv. 2019

pour toutes les collectivités > 10 000 habitants

! Obligation

1 Juil. 2019

pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics
dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal
à 1 000 000 €

→ Expérimentation de la certification des comptes des collectivités

~1 Janv. 2020 - 31 Déc. 2024

Arrêté du

29 octobre 2020

Lancement d'une expérimentation pour les comptes
des exercices 2020, 2021 et 2022 auprès d'un panel
de 25 collectivités

◆ Lancement de l'expérimentation

~1 Janv. 2020

pour les comptes des trois exercices 2020 à 2022

! Extension de l'obligation

1 Juil. 2020

aux collectivités territoriales et leurs établissements publics
dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal
à 50 000 €

! Obligation

1 Janv. 2021

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements recevant le
FCTVA l'année de la réalisation de la dépense (bénéficiaires N)

◆ Vague 1

1 Janv. 2021

pour les exercices
2021, 2022 et 2023

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2022

aux collectivités territoriales et leurs établissements publics
dont le montant des recettes annuelles est supérieur ou égal
à 5 000 €

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2022

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements recevant le
FCTVA l'année suivant la réalisation de la dépense (bénéficiaires N-1)

◆ Vague 2

1 Janv. 2022

pour les exercices
2022 et 2023

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2023

pour les collectivités territoriales bénéficiaires et leurs groupements recevant la
compensation deux ans après la réalisation de la dépense (bénéficiaires N-2)

● Rapport au Parlement

~1 Janv. 2023

Présentation d'un rapport au parlement accompagné des observations de la Cour
des comptes et des collectivités expérimentatrices pour une généralisation du
dispositif à l'ensemble des collectivités ou à une strate identifiée

Commande publique

→ Dématérialisation de la procédure de passation des marchés publics

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

PTNCP

<https://bit.ly/ptncp-marches>

! Obligation

1 Oct. 2018

Entrée en vigueur de l'obligation générale de dématérialisation pour tous les marchés > 25 000 € HT

📁 Collecte

~1 Déc. 2020

des données de la commande publique par l'alimentation d'un fichier excel au format .xls

🛠 Développement d'outils communs

~1 Janv. 2021

- Avril 2021 : Signature électronique (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Juin 2021 : Open data - Tableaux de bord (Développement d'une interface en ligne)
- Février 2022 : Portail acheteurs-entreprises (Développement d'une interface en ligne)
- Juin 2022 : Dématérialisation des certificats de cessibilité (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Décembre 2022 : Dématérialisation de contrat (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2022 : Gestion électronique de contrat (Mise en place d'une API dédiée)



Développement d'outils d'interopérabilité

~1 Déc. 2021

- Décembre 2021 : Publication en ligne des consultations (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2021 : Portail d'accès en ligne des consultations (Développement d'une interface en ligne)
- Avril 2022 : Avis dématérialisé de publicité (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)
- Mai 2022 : Dépôt des offres/attributions en ligne (Mise en place d'une API dédiée)
- Décembre 2022 : Profils en ligne pour les opérateurs économiques (Mise en place d'une API dédiée et développement d'une interface en ligne)



Collecte

~20 Déc. 2021

des données de la commande publique
par une actualisation des données
par voie électronique via des formulaires eforms

Contrôles de légalité et budgétaire



Dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

@ctes

<https://bit.ly/3kEdtOu>

Art. 128 de la loi n°2015-991



Dématérialisation des actes budgétaires

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

TotEM

<http://odm-budgetaire.org>

Art. 74 de la loi n° 2014-58

Art. 107 III de la loi n° 2015-991



Obligation

1 Janv. 2020

pour les collectivités et EPCI à fiscalité propre
de > 50 000 habitants

! **Obligation**

7 Août 2020

pour les régions, les départements,
les communes de > 50 000 habitants et
les EPCI à fiscalité propre

Gestion des ressources humaines

➔ **Télétransmission de la Déclaration Sociale Nominative (DSN)**

~1 Nov. 2018 - 31 Déc. 2024

DSN

Art. 43 de la loi n° 2018-727

Décret n° 2018-1048

➔ **Prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu**

~1 Janv. 2019 - 31 Déc. 2024

! **Obligation**

1 Janv. 2019

pour tous les employeurs publics

! **Obligation**

1 Janv. 2020

pour les régions,
les organismes départementaux
et les intercommunalités
(sauf communauté de communes)

! **Extension de l'obligation**

1 Janv. 2021

pour les communautés de communes
les communes de > 100 agents et les
établissements communaux de

350 agents

! Extension de l'obligation

1 Janv. 2022

pour toutes les collectivités,
quelle que soit leur taille

État civil et élections

→ Communication Électronique des Données de l'État Civil (COMEDec)

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

COMEDec / ANTS

<https://bit.ly/comedec>

Art. 53 de la loi n° 2016-1547

Art. 8 du décret n° 2017-890

→ Répertoire Électoral Unique (REU)

~1 Juin 2018 - 31 Déc. 2024

REU / INSEE

<https://bit.ly/repunique>

Loi n° 2016-1048

Loi n° 2019-1461

◆ Raccordement obligatoire

1 Nov. 2018

pour les communes disposant ou
ayant disposé d'une maternité
sur leur territoire

◆ Obligation

31 Janv. 2019

de transmission par les communes des informations liées aux listes électorales au
REU piloté par l'Insee

◆ Premiers tests

~1 Juin 2021

de dématérialisation des échanges
d'avis de mention pour l'actualisation
des registres

◆ Déterritorialisation des procurations

1 Janv. 2022

La déterritorialisation des procurations offre la possibilité pour un mandant de confier sa procuration à un mandataire de son choix, qui n'est pas inscrit dans la même commune que la sienne.

Échange de données entre État et collectivités

➔ HubEE

~1 Mai 2021 - 31 Déc. 2024

HubEE (ou Hub d'Échange de l'État) est une nouvelle plateforme interministérielle, remplaçant la Plateforme d'Échange et de Confiance (PEC), et permettant aux services instructeurs des collectivités et de l'État d'échanger des données relatives aux démarches en ligne des citoyens.

Dans ce cadre, une ouverture progressive des démarches sur la plateforme sera effectuée selon le calendrier suivant :

◆ Démarche CertDc

~1 Mai 2021

Dématérialisation de la partie médicale du certificat de décès

◆ Démarches du bouquet de services mairie

~1 Juil. 2021

- Acte d'Etat Civil
- Demande de Dépôt de Pacs
- Déclaration d'Hébergement Touristique
- Recensement Citoyen Obligatoire

◆ Démarche Contact Allocataire

~1 Nov. 2021

◆ Création de comptes HubEE pour l'ensemble des communes

~1 Déc. 2021

◆ Démarche Déclaration de grossesse

~1 Janv. 2022

◆ Démarche Enfance en Danger

~1 Janv. 2022

◆ Démarche Demande de RSA

~1 Janv. 2022

Mise en conformité

➔ Protection des données personnelles

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

RGPD

(Règlement Général

sur la Protection des Données)

➔ Publication des données publiques et des règles des traitements algorithmiques

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

Open data

<https://www.data.gouv.fr>

Art. 106 de la loi n° 2015-991

Art. 6 de la loi n° 2016-1321

Décret n° 2016-1922

➔ Publication d'une déclaration d'accessibilité et d'un schéma pluriannuel de mise en accessibilité

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations)

<https://bit.ly/rgaa-accessibilite>

Art. 47 de la loi n° 2005-102

Décret n° 2019-768

! Obligation

25 Mai 2018

de désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD)

! Obligation

7 Oct. 2018

pour les collectivités de > 3 500 habitants et de > 50 agents

- !** **Obligation**
23 Sept. 2019

pour les sites internet,
intranet et extranet créés
depuis le 23/09/2018
- !** **Extension de l'obligation**
23 Sept. 2020

pour les sites internet,
intranet et extranet
créés avant le
23/09/2018
- !** **Extension de l'obligation**
1 Juin 2021

pour les applications mobiles,
les progiciels, et le mobilier urbain numérique
- ➔** **Simplification des règles de publicité des actes**
9 Oct. 2021 - 31 Déc. 2024

Art. 78 de la loi n°2019-146
Décret n° 2021-1311
<https://bit.ly/3wMYvdB>
- ➔** **Réduction de l'Empreinte Environnementale du Numérique (REEN)**
1 Janv. 2022 - 31 Déc. 2024

Loi REEN
- !** **Obligation - Publicité des procès-verbaux des séances**
1 Juil. 2022

Publication des procès-verbaux des assemblées délibérantes la semaine suivant
leur tenue, sous forme électronique, sur le site internet de la commune s'il existe

! Obligation - Publicité des actes par voie électronique

1 Juil. 2022

Publication des actes par voie électronique sur le site des collectivités de leurs actes et de ceux de leurs groupements

N. B. : les communes de < 3 500 habitants, les syndicats de communes et les syndicats mixtes fermés (composés de communes et d'EPCI ou uniquement d'EPCI) pourront décider du mode de publicité de leurs actes (affichage, publication sur papier ou publication sous forme électronique)

! Obligation - Publicité des documents d'urbanisme

1 Juil. 2022

Publication sur le portail national de l'urbanisme (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>) des :

- Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
- Plan Locaux d'Urbanisme ;
- Délibérations qui les approuvent.

! Obligation - Mesures d'adaptation

1 Juil. 2022

La publication dématérialisée des actes est assortie, pour toutes les collectivités locales concernées, de l'obligation de les communiquer sur papier à toute personne qui en fait la demande

! Obligation

1 Janv. 2023

pour les communes et intercommunalités de > 50 000 habitants d'élaborer un programme de travail préalable à une stratégie numérique responsable (état des lieux, acteurs concernés, mesures menées pour la réduction de l'empreinte environnementale du numérique)

! Obligation

31 Déc. 2024

pour les communes et intercommunalités de > 50 000 habitants de définir une stratégie numérique responsable indiquant les objectifs de réduction de l'empreinte environnementale du numérique et les mesures prises pour les atteindre

Urbanisme

➔ Dématérialisation des documents d'urbanisme

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

Géoportail de l'urbanisme / IGN

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr>

<https://bit.ly/cnig-ddu>

Ordonnance n° 2013-1184

➔ Dématérialisation des autorisations d'urbanisme

~1 Janv. 2018 - 31 Déc. 2024

Démat. ADS

<https://bit.ly/demat-ads>

Ordonnance n° 2014-1330

Décret n° 2016-1491

Art. 62 de la loi n° 2018-1021

! Obligation

1 Janv. 2020

pour les collectivités de publier leurs documents d'urbanisme
sur le géoportail afin de les rendre exécutoires

! Obligation

1 Janv. 2022

pour les communes > 3500 habitants
de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée
les demandes d'autorisation d'urbanisme

! Obligation

1 Janv. 2022

pour toutes les communes
de recevoir des saisines par voie électronique (SVE)